

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/MAC/1

G/SCM/Q1/MAC/1

10 octobre 1996

(96-4157)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Réponses de Macao¹ aux questions posées par Hong Kong²

La Mission permanente de Macao a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 1996.

Conformément à l'article 18.5 et en réponse aux questions posées par le gouvernement de Hong Kong, le gouvernement de Macao communique au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires les éclaircissements ci-après en demandant qu'ils soient distribués de la manière habituelle.

1. a) *Quelle est la date prévue pour la publication au Journal officiel de la version portugaise de l'Accord instituant l'OMC? Quel est l'effet juridique de l'incorporation de l'Accord dans le système juridique de Macao? Cela donnera-t-il à l'Accord force de loi? Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord au cours d'une procédure?*

L'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, ses Annexes 1, 2 et 3, ainsi que l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay ont été publiés en portugais (langue officielle du territoire de Macao) le 26 février 1996 dans le Journal officiel de Macao, première série, n° 9, conformément à la Décision du Gouverneur n° 9/GM/96.

Depuis la date de leur publication au Journal officiel, les documents susmentionnés sont considérés comme *incorporés* au système juridique de Macao. Cela signifie qu'ils sont en vigueur sur le territoire aux mêmes conditions et avec la même valeur que les règles élaborées et appliquées localement, sans avoir besoin d'être transposés dans le droit interne. Ils constituent donc une source de droit (interne) à part entière.

./.

¹G/ADP/N/1/MAC/1.

²G/ADP/W/347-G/SCM/W/355.

S'agissant de la valeur de ces documents, il n'y a à Macao qu'un seul système juridique incorporant à la fois le droit interne et le droit international, ce dernier prévalant sur le premier (sauf lorsqu'il s'agit de droit constitutionnel), en d'autres termes, les principes du droit international peuvent annuler les règles du droit interne ou en limiter ou en modifier la portée.

Enfin, il n'y a pas à Macao de service officiel chargé de superviser ou de contrôler l'application de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Cependant, étant donné que cet accord est directement contraignant pour les organismes tant publics que privés, les infractions à ses prescriptions relèvent de la Direction des services économiques (en portugais, *Direcção dos Serviços de Economia*) qui, en vertu de la loi, est chargée de faire respecter les lois et règlements régissant les activités économiques du territoire et de superviser les agents économiques locaux et leurs activités commerciales et industrielles.

1. b) *Macao envisage-t-il de prendre des mesures antidumping? Dans l'affirmative, comment assurera-t-il le respect des dispositions de l'Accord avant et après l'incorporation de celui-ci dans le droit interne?*

Actuellement, aucune mesure antidumping n'est envisagée.

1. c) *Macao compte-t-il prendre d'autres mesures pour garantir la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions de l'Accord, conformément à l'article 18.4? Quel est le calendrier prévu?*

Afin d'assurer la conformité du droit interne avec les dispositions de l'Accord, Macao a révoqué certaines lois dont il avait constaté qu'elles étaient contraires aux nouvelles réglementations. De plus, en application des dispositions de l'article 18.4 de l'Accord, le gouvernement élabore actuellement une législation complémentaire qui devrait être publiée au Journal officiel entre la fin de 1996 et le début de 1997.

2. *Quelles procédures Macao a-t-il mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord?*

La législation interne de Macao ne contient aucune disposition relative aux mesures antidumping. En conséquence, aucune loi n'a fait l'objet d'une révision judiciaire ainsi qu'il est prévu à l'article 13 de l'Accord.

3. *Quelles sont la politique et la législation de Macao en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?*

Macao n'a pas encore établi de procédure spécifique visant à recueillir les informations demandées par le Comité technique au titre du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Cependant, comme il a été indiqué au paragraphe 1 c) ci-dessus, une législation complétant l'Accord est en cours d'élaboration et devrait être publiée au Journal officiel entre la fin de 1996 et le début de 1997.